

Éducation : rallumons les Lumières

de Philippe Meirieu,
Éditions de l'Aube,
2024, 190 pages, 17 €.

Philippe Meirieu, né le 29 novembre 1949 à Alès, est professeur en sciences de l'éducation à l'université Lumière-Lyon 2 depuis 1985. Il a dirigé 49 doctorats et a publié une cinquantaine d'ouvrages de pédagogie figurant en bonne place dans les bibliothèques des INSPE. Militant de *l'Éducation nouvelle*, il a contribué à diffuser en France les principes pédagogiques issus des travaux d'après les années 1930 dont le GFEN avec Célestin Freinet fut un précurseur. Philippe Meirieu serait devenu en 1998, selon le journal *Libération* « le pédagogue le plus écouté de nos gouvernants ». En 1989, il fut membre de la commission Bancel¹ chargée par le ministre Lionel Jospin de la rédaction du cahier des charges des IUFM, afin de « *Créer une nouvelle dynamique de la formation des maîtres* ». En 1991, il crée la collection *Pédagogies* chez ESF éditeur. Depuis l'arrivée au ministère de l'Éducation nationale de

Jean-Michel Blanquer, il a manifesté plusieurs fois son opposition à la politique de ce dernier. Il a été vice-président de la région Rhône-Alpes, délégué à la formation tout au long de la vie. Il est depuis juin 2020 président de l'association nationale des CEMEA.

Le titre de son dernier ouvrage : *Éducation : rallumons les Lumières* nous semble particulièrement bien trouvé en ces temps de crise grave que connaît notre système éducatif. L'éducation serait donc laissée dans l'obscurité, voire dans l'obscurantisme qui émane de l'idéologie dominante. Il convient de réagir, de rallumer les Lumières. Le L majuscule est significatif du renvoi au siècle des Lumières et notamment à la référence la plus prestigieuse, *l'Encyclopédie* de D'Alembert et Diderot. C'est donc à la pensée rationnelle de ces philosophes que Philippe Meirieu nous renvoie.

En neuf chapitres, l'auteur nous livre son parcours en éducation. Il a d'abord dû s'émanciper de traditions familiales d'extrême droite et des principes éducatifs à l'ancienne qu'elle portait, *Lumières* éteintes :

Dans l'impératif de construire une alternative. Et dans l'impérieux devoir de ne pas

1 Daniel Bancel, mathématicien, fut recteur de l'académie de Lyon.

laisser notre vie politique, institutionnelle et sociale passer sous le seul contrôle de celles et ceux qui prétendent restaurer l'ordre et la sécurité en piétinant les idéaux des Lumières (p. 16).

Mais tout s'est précipité avec l'arrivée de Jean-Michel Blanquer au ministère de l'Éducation nationale.

Le chapitre 2 retrace *Les droites et l'éducation : une vieille histoire !*

Dès la Révolution, lors de l'Assemblée constituante de 1791, les députés qui se voulaient raisonnables et souhaitaient que le roi conserve son droit de veto afin de garantir à la France la stabilité de la tradition, se placèrent à la droite du président de séance (p. 27).

Une tradition porteuse d'images pieuses soigneusement choisies, sédimentées dans la mémoire populaire, « *pour légitimer une conception parfaitement lisse de l'histoire : le baptême de Clovis, l'École de Charlemagne, le sacrifice de Jeanne d'Arc, la toute-puissance du Roi Soleil* » (p. 28).

Le chapitre 3, *On éteint les Lumières*, s'ouvre par une citation de Descartes : le bon sens serait-il la chose du monde la mieux partagée ? Au point que « *chacun pense en être*

si bien pourvu, que ceux-là mêmes qui sont les plus difficiles à contenter en toute autre chose, n'ont point coutume d'en désirer plus qu'ils en ont »² (p. 43). Mais « *l'exercice de la raison, justement, n'est pas chose aisée* ». Cela requiert que chacun « *ait le courage de se servir de son propre entendement* » selon la formule d'Emmanuel Kant. « *C'est ainsi que le siècle des Lumières [...] fut celui de la passion d'éduquer* » (p. 45).

Le chapitre 4 accuse : *C'est la faute à Rousseau !* Avec les Lumières, s'ouvre vraiment le temps de l'éducation. « *En postulant l'éducabilité des humains, les Lumières ouvrent la voie à leur émancipation sous le signe de leur commune raison* » (p. 55). Mais Kant souligne la difficulté d'un apprentissage respectant l'âge et l'évolution de l'enfant afin d'éviter une obéissance qui ne serait que « *pure singerie* » (p. 57).

Dans son chapitre 5, Philippe Meirieu dénonce le ton martial du président de la République dans son allocution du 31 décembre 2023, affichant ses ambitions pour la France et son système éducatif :

Rétablir l'autorité partout où elle manque, face aux incivilités et à la délinquance. [...] Rétablir le niveau de nos élèves, l'autorité

2 C'est l'ouverture du *Discours de la méthode* (1637).

de nos professeurs, la force de notre enseignement laïc (p. 69)...

L'auteur déplore qu'« ainsi notre École devient-elle, petit à petit, un lieu de contrôle et de signalement, quand il faudrait qu'elle soit l'institution hospitalière par excellence » (p. 73).

Le chapitre 6 : *École : des remèdes pires que le mal !* épingle Emmanuel Macron qui cite volontiers Ferdinand Buisson : « *Le premier devoir d'une République est de faire des républicains* » (p. 87), négligeant de citer la suite³ :

On ne fait pas un républicain comme on fait un catholique. Pour faire un catholique, il suffit de lui imposer la vérité toute faite. Le maître a parlé, le fidèle répète [...] Pour faire un républicain, il faut prendre l'être humain si petit si humble qu'il soit et lui donner l'idée qu'il peut penser par lui-même, qu'il ne doit ni foi ni obéissance à personne, que c'est à lui de chercher la vérité et non pas de la recevoir toute faite d'un maître, d'un directeur, d'un chef quel qu'il soit, temporel ou spirituel (p.88).

En réalité, l'École doit vivre dans un contexte concurrentiel : « *encore faut-il que l'Éducation nationale signifie clairement aux*

habitants de notre pays que l'École n'est pas un marché dont ils seraient les clients, mais une institution qui incarne des valeurs sur lesquelles elle ne transige pas » (p. 106). Cette concurrence est vive entre l'école publique et les écoles privées, mais aussi au sein de l'enseignement public entre « *établissements d'élite et établissements de relégation* » (p. 107). Les évaluations nationales s'étendent à toutes les classes dans les écoles et les collèges, « *qui ne mesurent, en fait, que des savoir-faire mécaniques au détriment de tout ce qui n'est pas strictement quantifiable – la citoyenneté, la créativité, les capacités de coopération* » (p. 107). Cela implique

Tout un ensemble d'évolutions qui placent les parents en situation de consommateurs d'école et leur laissent penser que les exigences privées peuvent, après tout, l'emporter sur les vraies finalités de l'École de la République : permettre à chacun et chacune de penser par lui-même et à toutes et tous de faire société (p. 107).

Concernant la formation des enseignants, Philippe Meirieu accuse avec raison :

La formation initiale a été, ces dernières années, particulièrement brutalisée,

3 Intervention de Ferdinand Buisson au congrès de 1903 du Parti radical.

réformée à la hussarde presque chaque année, avant même que la réforme précédente ait été réellement stabilisée et évaluée. Quant à la formation continue, elle est sinistrée, réduite à quelques séances d'information hiérarchique et à quelques dispositifs dérisoires de visioconférences, souvent bien loin des problèmes concrets que les professeurs ont à affronter au quotidien (p.108).

Le chapitre 7, *Il y a bien une alternative*, renvoie au texte emblématique s'il en est : le plan Langevin-Wallon du Conseil national de la Résistance. Ce plan reste une référence majeure tant pour la gauche que pour la droite et l'extrême droite qui y voient l'expression la plus aboutie de « l'option égalitariste et communisante à l'origine de la faillite du système éducatif français »⁴ (p.111). L'auteur note que l'expression d'égalité des chances n'y apparaît jamais, cette formule étant due au Maréchal Pétain dans son message du 11 octobre 1940. On peut vouloir lui substituer celle naïve d'égalité des droits, loin d'être réalisée suivant l'appartenance sociale des élèves, « relevant tout à la fois d'un formalisme totalement abstrait et d'une conception bien particulière de la réussite et de la société » (p.114). L'école est partie

intégrante de la société qui veille sur l'éducation de ses enfants :

C'est pourquoi aucun projet d'éducation démocratique ne peut se contenter d'une réforme de l'école. Il doit s'accompagner d'une politique de justice sociale dans tous les domaines : politique de la ville, politique du logement, politique culturelle, politique familiale et politique volontariste en matière de droits sociaux (p. 117).

Le chapitre 8, *De Hanouna à Condorcet... revenir aux fondamentaux*, en vient au contexte médiatique : « on ne pourra pas éternellement demander aux professeurs d'enseigner à leurs élèves la rigueur et la probité tant que les médias demeureront, à cet égard, de parfaits contre-exemples » (p.133). Selon Claire Sécaïl⁵, le succès médiatique de Cyril Hanouna signe la victoire médiatique du populisme, « exactement à l'opposé de l'exigence que nous demandons à nos professeurs d'enseigner à nos enfants » (p. 135). Tout le contraire en fait du projet des Lumières formulé par Condorcet qui revendique, pour le peuple, « une instruction telle qu'il puisse connaître ses droits, les défendre et les exercer [...] ainsi que juger ses actions et celles des autres selon ses propres lumières. »⁶

4 Le Figaro du 16 septembre 2003.

5 Claire Sécaïl, *Touche pas à mon peuple*, Paris, Seuil, 2024.

(p. 140).

Le texte de Philippe Meirieu est dense, il valorise l'éducation de tous par opposition à celle réservée à une élite et dénonce le fait que « *le problème aujourd'hui est peut-être moins dans l'usage que les jeunes - et les moins jeunes - font des médias que dans l'usage que les médias font de nous* » (p.148).

Le titre du chapitre 9 emprunte la formule par laquelle Blaise Pascal résume le pari pour ou contre l'existence de Dieu : « *Nous sommes embarqués ! Il faut choisir* ». Philippe Meirieu y assume sa candeur calculée et revendique l'utopie, tout en étant

conscient, comme tout un chacun, des violences terribles qui gangrènent le monde, voyant bien la médiocrité et les compromissions des politiques qui nous gouvernent, constatant l'aveuglement de populations entières, aujourd'hui sous la coupe de gourous de toutes sortes [...] et à quel point notre société est malfaisante, en particulier à l'égard des plus faibles, les enfants qu'on violente et les vieillards qu'on laisse souffrir, les migrants qu'on laisse se noyer et les exclus qu'on n'ose pas regarder quand ils dorment dans la rue (p. 158).

Après une défense de la notion d'exigence, l'auteur fait un bel éloge de la pédagogie qui

loin de tout égalitarisme formel, s'efforce de valoriser les réussites des personnes, afin de cesser de les classer en fonction de leurs déficits ou de leurs échecs pour valoriser en elles les ressources qu'elles peuvent mettre au service d'autrui dans un véritable travail coopératif (p. 169).

Face à ce constat, Philippe Meirieu conclut :

Il est urgent que toutes les forces politiques, syndicales et associatives se rassemblent et proposent à nos concitoyens un projet de société où l'éducation, sous toutes ses formes, occupe la place centrale. Car c'est à cela, n'en doutons pas, que nous serons jugés, un jour ou l'autre, par nos enfants. Et c'est le seul jugement qui devrait nous importer (p. 175).

Michel Henry
et Nelly Bensimon